Objet : Rencontre entre le Secrétariat Général de la Rabita Mohammadi des Oulémas et les membres du groupe d'amitié France-Maroc à l'Assemblée Nationale

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je le Secrétariat Général de la Rabita Mohammadi des Oulémas, M. Ahmed Abouak, a tenu, le 25 juin 2014, une rencontre avec les membres du groupe d'amitié France-Maroc à l'Assemblée Nationale.

Cette rencontre présidée par M. Luc Chatel, Président du groupe, a vu la participation d'une dizaine de députés : M. Michel Herbélon (UMP), vice-président du groupe, Mme Marie-Noëlle Battistel (PS), Mme Françoise Descaux-Crommier (PS), Mme Valérie Boyer (UMP) et Mtl Alain Bachelay (PS), Dino Cañiz (UMP), M. Alain Marty (UMP), M. Jean-Claude Mailly, N. François Soclier (UMP).

Il ressort de cette rencontre les éléments d'information suivants :

- M. Abouak a mis en exergue le choix du Maroc d'un islam sain, équilibré et porté, fondé sur le rite malékite, la doctrine sâlafite et le soufisme, ainsi que sur une approche équilibrée alliant tradition et ouverture.

- Le responsable marocain a précisé que Sa Majesté le Roi, en tant que responsable des croyants, joue un rôle qualifiant et fondamental, permettant l'unité nationale, tant sur le plan politique que spirituel et culturel.

- M. Abouak a mis en avant la clairvoyance de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, qui face à la morée de la radicalisation et de l'extrémisme, a initié en 2004 une restructuration du champ religieux marocain à travers une rénovation de la vision, du contenu, des étapes et de la gouvernance.

- L'ambassadeur de Sa Majesté le Roi en France a souligné que la construction marocaine de 2011 a inclus une « garantie » entre le politique et le religieux. Sa Majesté le Roi en tant que Chef de l'Etat et commandant des croyants constitue la jonction. La constitution, également, clarifie le rôle d'autres institutions notamment le Conseil supérieur des Oulémas, Dns Al Hadâth Al Hassaniya, Rabita Mohammadi des Oulémas, qui agissent en coordination avec le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques (donc le ministre n'a pas d'appartenance politique).

- Les députés français ont souligné les interactions suivantes notamment :
  - La couverture du gouvernement marocain par un parti à référentiel religieux (PJR) ;
  - La place des autres religions au Maroc ;
  - Les conséquences du Maroc de la vague d'islamisation qui connaissent les pays de la région ;
  - Les tourments de lutte en Europe contre les réseaux des jihadistes ;
  - La reconnaissance au Maroc des mœurs civiles entre français et marocains, ainsi que la problématique de la « cohabitation » des mots non révolutionnaires.
• A cet égard, il a été précisé que l'Islam est la religion de tous les Marocains et qu'aucun parti politique ne peut s'approprier ce référentiel religieux. Il a été rappelé que des élections ont été invalidées par le Conseil Constitutionnel en raison de l'utilisation des symboles religieux fort de la campagne électorale.

• M. Abbadi a précisé que l'installation de Commissariat des croyants garantit à toutes les personnes quel que soit leur religion d'exercer librement leur culte. Il a ajouté que des personnalités juives et chrétiennes prennent part aux cérémonies officielles de la fête du Téfîn et que le Maroc accorde une grande place au dialogue interreligieux.

• Le responsable marocain a souligné que le rôle de Sa Majesté le Roi et les choix adoptés dans le domaine religieux ont permis au Maroc d'être à l'abri des différents courants radicalisants. Il a ajouté que l'expérience marocaine est sollicitée par plusieurs pays subsahariens et arabo, notamment pour la formation des imams. Il a souligné que les pays européens peuvent bénéficier de l'expérience marocaine pour contrecarrer les discours des réseaux islamistes européens.